



Place au deal avec Donald Trump

Rien n'est joué dans les négociations entre la Suisse et les Etats-Unis au sujet d'un accord commercial

MAUDE BONVIN

Droits de douane ► Marchander avec les Etats-Unis. Oui, mais à l'abri des regards. Rien ne filtre sur les discussions commerciales entre Berne et Washington. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) confirme du bout des lèvres que des pourparlers ont été lancés. Impossible d'en savoir davantage sur leur contenu et leur étendue. Le nom des participants aux échanges reste également dans l'ombre. «Cela correspond à la pratique habituelle dans le cadre de négociations internationales, afin d'en garantir la confidentialité», justifie le Seco. Et de renvoyer à la déclaration d'intention commune signée par les deux pays en novembre.

Dans la foulée de ce document non contraignant juridiquement, Donald Trump a abaissé les droits de douane frappant les entreprises helvétiques à 15%, contre 39% auparavant. Cela à condition qu'un accord commercial soit négocié avec succès d'ici au 31 mars. Quid si ce délai n'est pas respecté? «Les Etats-Unis examineront et reconsidereront leur position, le cas échéant», estime Rahul Sahgal, directeur de la Chambre de commerce suisse américaine.

Secteur privé en renfort
En contrepartie, la Confédération a notamment supprimé les droits de douane sur le poisson et les fruits de mer en provenance d'outre-Atlantique. Elle a aussi établi des contingents tarifaires pour la viande de bœuf, de volaille et de bison. «Et

non, le poulet chloré n'est toujours pas autorisé en Suisse, pas plus que les cybertrucks, d'ailleurs», fait remarquer Rahul Sahgal.

Les sociétés helvétiques s'engagent par ailleurs à investir 200 milliards de dollars aux Etats-Unis, au cours des cinq prochaines années. Selon la fiche d'information publiée par la Maison-Blanche, un tiers de ce montant est attendu d'ici à la fin de cette année. Rappelons qu'en 2023, les firmes suisses ont injecté près de 15 milliards dans le pays de l'Oncle Sam. Le calendrier se montre là aussi serré pour engager plus de 65 milliards d'ici à décembre.

Les commissions de politique extérieure à Berne ont cependant complété le mandat de négociation du Conseil fédéral par une disposition précisant qu'il n'y a aucune obligation pour la Confédération en cas de non-respect de ces investissements. Et de demander également au gouvernement d'être formellement consultées si des thématiques hors du cadre du mandat devaient surgir au cours des discussions.

Nouvel avertissement

Le risque d'un retour aux 39% plane toujours sur les épaules des entreprises suisses. D'autant plus que Donald Trump manie la menace comme personne. «La prospérité d'Etats, comme la Suisse, repose sur le fait que nous les laissons nous exploiter», a récemment lancé le locataire de la Maison-Blanche sur la chaîne Fox Business. Et de marteler que les Etats-Unis per-

mettent à notre pays de gagner beaucoup d'argent.

La Chambre de commerce suisse américaine se montre néanmoins confiante. «Le gouvernement américain s'est montré disposé à adapter les droits d'importation pour les produits qu'il ne fabrique pas en quantité suffisante sur son territoire, tels que certains métaux ou le café. A court terme, notre rôle consistera à soutenir les négociations et à plaider en faveur d'exceptions supplémentaires dans des domaines d'intérêt stratégique mutuel», indique Rahul Sahgal.

Dans son rapport sur sa politique économique extérieure, le Conseil fédéral fait part de ses doutes. «Si la croissance américaine se poursuit et qu'un accord définitif parvient à mettre fin au différend douanier, les relations de la Suisse avec cet important partenaire devraient être plus stables en 2026», écrit-il.

Consommation morose

En attendant, rien ne présage un boom économique outre-Atlantique, tant les Américains se montrent frileux. En décembre dernier, les ventes au détail ont stagné dans le pays, un mois généralement faste pour les affaires des commerçants en raison des fêtes de fin d'année. Et en ce début d'année, le froid et les tempêtes de neige devraient avoir mis un coup d'arrêt aux emplettes. Sans oublier la taxation à la frontière qui renchérit le panier des ménages. Le député républicain, Don Bacon, l'a d'ailleurs bien compris, en décla-

Le Courrier
1211 Genève 8
022/ 809 55 55
<https://lecourrier.ch/>

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenmedien
Auflage: 6'100
Erscheinungsweise: täglich



Seite: 8
Fläche: 77'720 mm²

Auftrag: 3009561
Themen-Nr.: 272002
Referenz:
07061e17-83e5-4816-a041-a90660bf6ae
Ausschnitt Seite: 2/2

rant: «En tant que conservateur vieux jeu, je sais que les droits de douane sont une taxe sur les consommateurs américains.»

Une taxe qui pèse aussi sur les entreprises helvétiques. Le

fabricant de machines à coudre Bernina envisage de délocaliser sa production thurgovienne en Thaïlande, menaçant une quarantaine d'emplois. Il laisse derrière lui une année 2025

difficile, en raison de la conjoncture américaine. La firme réalise près de trois quarts de son chiffre d'affaires aux Etats-Unis. I



Après les poignées de main à Davos (photo), le Conseil fédéral a jusqu'à fin mars pour négocier un accord commercial avec Donald Trump.
KEYSTONE

«En tant que conservateur vieux jeu, je sais que les droits de douane sont une taxe sur les consommateurs américains»

Don Bacon